

À LA UNE

CES PALESTINIENS QUE LA PRESSE FRANÇAISE NE SAURAIT VOIR

Quand on se penche sur le traitement médiatique de la riposte israélienne aux attaques meurtrières du Hamas le 7 octobre, un constat s'impose : en dépit d'un bilan humain effroyable, le récit de la guerre à Gaza fait par les grands titres vendus en kiosques tend à invisibiliser les victimes du côté palestinien. Chiffres à l'appui, « l'HM » a mené l'enquête.

ARTHUR DUMAS
arthur.dumas@humanite.fr

« **L**es gens ont peur, c'est l'omerta », affirmait la journaliste du « Figaro » Eugénie Bastié dans sa dernière « enquête » dénonçant un supposé prisme pro-Palestiniens du journal « le Monde » dans sa couverture de la guerre à Gaza. Pourtant, en dehors des polémiques entretenues par la droite et l'extrême droite, rien ne permet d'affirmer que la presse française se soit émue du sort des Palestiniens depuis le 7 octobre 2023.

« UNE SORTIE DE MASSE INDISTINCTE »
Grâce au travail de l'ONG Tech for Palestine et de son outil Media Bias Meter, nous avons pu analyser les données d'un corpus de 13 394 articles consacrés au conflit par des journaux français : « l'Humanité », « Libération », « le Monde », « le Figaro » et « le JDD ». Et, loin des obsessions de certains de nos confrères, on peut en conclure que la presse française ne se distingue vraiment pas par un engagement en faveur des Palestiniens.

Depuis le 7 octobre, la riposte d'Israël aux attaques meurtrières du Hamas a été abordée avec distance. Malgré l'ampleur des destructions et le lourd bilan humain – 46 344 morts confirmés, en date du 3 janvier –, les rédactions ont fait état du conflit en invisibilisant les premiers concernés : les Palestiniens.

En filtrant les articles de chaque journal avec les termes « Palestiniens » et « Palestiniennes », on découvre qu'ils figurent dans moins de la moitié des articles sur la guerre en cours. Dans « le Monde », « l'Humanité » et « Libération », la part des articles sur la guerre mentionnant les Palestiniens est respectivement de 47 %, 41 % et 37 %. Pour « le Figaro », cette part tombe à 28 %, soit 19 points de moins que « le Monde », 13 points de moins que « l'Humanité » et 9 points de moins que « Libération ». Mais c'est dans « le JDD » que cette invisibilisation est la plus flagrante, avec seulement

21 % des titres des articles sur la guerre à Gaza mentionnant les Palestiniens.

À l'inverse, « le JDD » mentionne les Israéliens dans 32 % des articles, soit près d'un tiers, et surtout 11 points de plus que pour les Palestiniens. On retrouve une configuration similaire dans les pages du « Figaro », de « Libération »

et du « Monde », avec respectivement 33 % (+ 5 points par rapport aux Palestiniens), 46 % (+ 8 points) et 50 % (+ 3 points). Dans « l'Humanité », les Israéliens sont mentionnés dans 35 % des articles, soit 6 points de moins que les Palestiniens.

« On est dans un huis clos, il est très difficile de donner un visage et de faire entendre la voix des personnes qui subissent la guerre. Donc, on a une impression un peu vague, comme une sorte de masse indistincte », analyse Nathalie

Godard, directrice de l'action d'Amnesty International en France. Outre l'invisibilisation du massacre de la population palestinienne, cet élément soulève »

46 334
morts

C'est le nombre de tués à Gaza depuis le 7 octobre 2023, selon le ministère de la Santé de l'enclave, données jugées fiables par l'ONU.

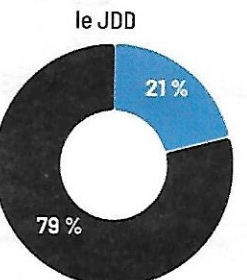
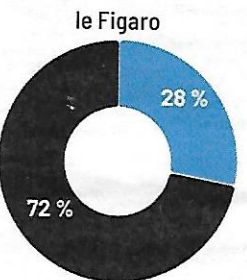
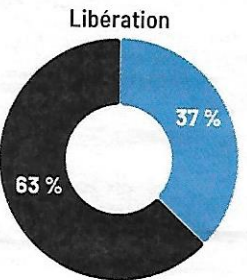
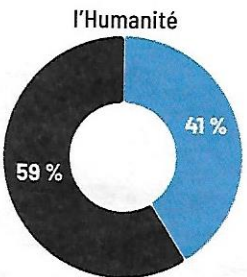
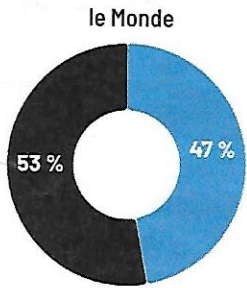


À LA UNE

GAZA, LE TROU NOIR MÉDIATIQUE

Part des articles sur la guerre à Gaza mentionnant le terme « Palestiniens » entre le 7 octobre 2023 et le 11 octobre 2024

Mentions Palestiniens



SOURCE: TECHFORPALESTINE / MEDIABIASMETER

L'HUMANITÉ



LE JDD



Dans ces trois nuages de mots, on peut voir à quoi le terme « massacre » est le plus souvent associé.

Dans « le JDD » et « le Figaro », « 7 octobre » et « antisémite » sont fréquents.

LE FIGARO



» d'autres remarques sur ce récit médiatique. « Consciemment ou non, cet angle mort lexical accompagne symboliquement l'entreprise de dilution, pour ne pas dire de destruction, de l'identité nationale palestinienne menée depuis des décennies par l'État d'Israël », souligne Pauline Perrenot, journaliste à Acrimed, association spécialisée dans la critique des médias.

Une autre opération menée de longue date par l'État israélien est elle aussi passée sous les radars : la colonisation des territoires occupés. Si l'on retrouve le terme de « colonisation » dans 10 % des articles de « l'Humanité » et dans 7 % de ceux du « Monde », il n'est présent que dans 4 % des pages du « JDD » consacrées au conflit et dans 2 % de celles de « Libération » et du « Figaro ». « En proportion de ce qui est écrit sur la guerre, on est largement en deçà de ce qui était écrit auparavant sur le sujet », analyse Dominique Vidal, journaliste et historien. Sauf que la guerre à Gaza

n'a pas stoppé la colonisation, bien au contraire. 1746 attaques de colons ont été recensées entre le 7 octobre et le 3 janvier. Encouragées par les discours racistes et suprémacistes des ministres israéliens d'extrême droite Bezalet Smotrich et Itamar Ben Gvir, elles ont coûté la vie à 791 Palestiniens.

MENTIONNER POUR MIEUX DISQUALIFIER

Quant au génocide, désormais reconnu par des organisations telles qu'Amnesty International, Médecins sans frontières ou Human Rights Watch, le manque d'attention médiatique est encore plus flagrant. En ne conservant que les articles publiés à partir du 26 janvier 2024, date à laquelle la Cour internationale de justice met en garde contre le risque d'un génocide à Gaza, on découvre que trois des cinq journaux analysés ont évoqué le terme dans moins de 10 % de leurs écrits sur le conflit. La part est de 6 % pour « le Figaro », 7 % pour « Libération » et 8 % pour « le JDD ». Si elle dépasse les »

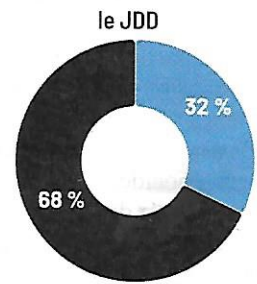
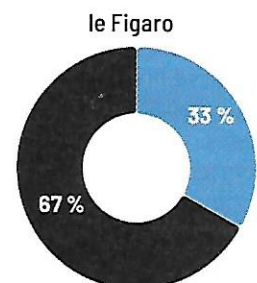
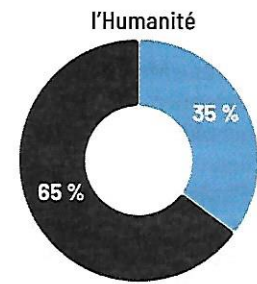
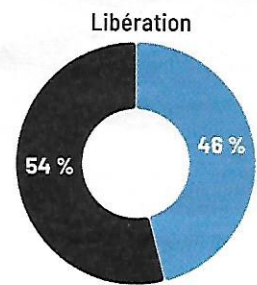
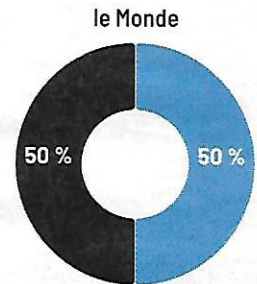
Pour Pauline Perrenot, journaliste à Acrimed, l'invisibilisation des Palestiniens accompagne « l'entreprise de dilution, voire de destruction, de l'identité nationale palestinienne menée par l'État d'Israël ».



REUTERS/MAHMOUD ISSA

Part des articles sur la guerre à Gaza mentionnant le terme « Israéliens », entre le 7 octobre 2023 et le 11 octobre 2024

■ Mentions Israéliens



SOURCE : TECHFORPALESTINE / MEDIABASHEETER



Distribution de nourriture dans la ville de Khan Younès, le 2 janvier.

» 10 % dans les colonnes de « l'Humanité » et du « Monde », elle reste faible. Pour le premier, elle s'établit à 18 %, soit trois fois plus que « le Figaro ». Dans le quotidien du soir, elle est de 11 %.

Pour Pauline Perrenot, il est clair qu'avant la date du 26 janvier le génocide n'a pas « fait l'agenda », bien que le terme ait pourtant été très vite utilisé par les Palestiniens eux-mêmes ainsi que par certains chercheurs, intellectuels ou juristes. « L'augmentation des occurrences dans une partie de la presse ne signifie pas, pour autant, que la médiatisation ait été à la hauteur d'un événement pourtant historique », analyse la journaliste. Une bonne partie des occurrences peuvent en effet être rattachées à l'entreprise de disqualification quasi systématique des acteurs évoquant le génocide. Entreprise qui s'est surtout déployée dans les médias audiovisuels, mais également dans la presse par le biais de tribunes et d'éditoriaux.

791 morts

C'est le nombre de victimes palestiniennes suite aux 1746 attaques de colons israéliens entre le 7 octobre 2023 et le 3 janvier 2024.

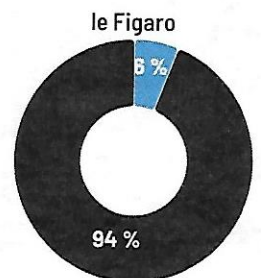
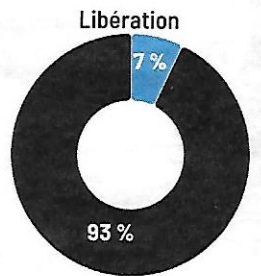
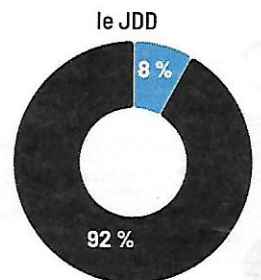
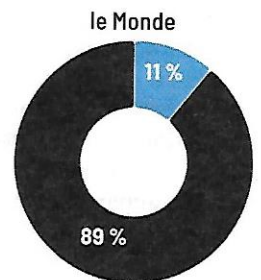
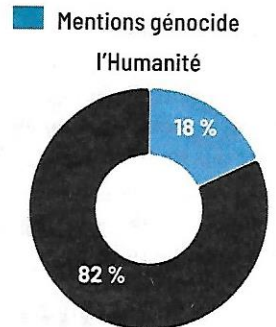
Cette disqualification, Amnesty International en a fait les frais, et ce même avant la publication de son rapport sur le génocide rendu public le 4 décembre 2024.

« Après le 7 octobre, nous avons essayé de traiter les choses avec du factuel et de l'analyse juridique (...) dans un moment où c'était d'abord l'émotion et la polarisation qui prenaient le dessus sur tout le reste, raconte Nathalie Godard. Nous subissons des attaques extrêmement fortes avec un système récurrent : un éditorial qui nous critiquait pour l'emploi ou non d'un terme, puis un autre qui ne vérifiait pas le premier. » Le tout amplifié par des centaines de partages sur les réseaux sociaux.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

En plus de les invisibiliser, la presse entretient un deux poids, deux mesures au sujet des Palestiniens. Quand les morts israéliens font la une des quotidiens, les morts palestiniens tiennent en un »

Part des articles sur la guerre mentionnant le terme « génocide » entre le 26 janvier et le 11 octobre 2024



« Frappes » ou « bombardements » ? Le choix des mots, un conflit dans le conflit

Alors que la guerre à Gaza fait rage depuis plus d'un an, l'enclave palestinienne est interdite aux journalistes étrangers. Pour couvrir les événements loin du terrain, les médias s'en remettent à la principale source pourvoyeuse d'informations : l'armée israélienne. Au point de reprendre leurs éléments de langage et de masquer ainsi la réalité de la violence.

Quelque 400 à 500 bombes larguées chaque jour sur une enclave de 360 km² peuvent-elles être « précises » ? À en croire nos confrères de la presse écrite, oui. Et cet aveuglement face au pilonnage systématique des Gazaouis ne s'atténue ni avec le temps ni avec les preuves. Au contraire, l'utilisation du terme « frappes de précision » et de ses variantes (1) s'est progressivement taillé une place de choix dans les colonnes de nos journaux. « Les « frappes » désignent les bombardements effectués par les alliés de la France : en effet, les « alliés » ne bombardent pas, ils « frappent » », explique Pauline Perrenot, journaliste à Acrimed, association de critique des médias qui recense les « lexiques journalistiques » des médias dominants.

RELAYER LA PROPAGANDE DE TEL-AVIV
Derrière ce terme, on retrouve « les fameux « dommages collatéraux » selon l'infâme terme encore en vigueur », poursuit-elle. Développée par l'armée américaine lors de la première guerre du Golfe, cette euphémisation des bombardements et des dégâts associés est devenue omniprésente dans la presse française depuis le début de l'intervention militaire israélienne à Gaza.

En analysant les mots utilisés par la presse française pour couvrir la guerre, tous les journaux que nous avons analysés, à l'exception de

« l'Humanité », ont tendance à utiliser le terme de « frappes » davantage que celui de « bombardements ». Parfois dans des proportions importantes : dans les articles du « Figaro », « frappes » est employé en moyenne 0,54 fois par article, contre 0,19 pour « bombardements », soit près de trois fois plus.

Des proportions que l'on retrouve dans les pages de « Libération » et du « JDD ». Elles illustrent un choix éditorial largement répandu, tendant à déresponsabiliser les forces armées israéliennes, qui détruiraient l'enclave palestinienne et tueraient ses habitants involontairement. Pourtant « il suffit d'ouvrir Instagram ou X pour avoir une idée de ce qu'il se passe », rappelle logiquement Dominique Vidal, journaliste et historien. Sans parler des innombrables rapports, études

ou enquêtes journalistiques sur le sujet. Comme le travail du média d'investigation israélo-palestinien « +972 Magazine », qui révélait, dès avril 2024, l'usage systématique de l'intelligence artificielle de l'armée pour ses bombardements. « On parle plutôt d'« exécution ciblée », c'est le terme qu'utilisent les Israéliens », poursuit Dominique Vidal, qui voit dans ce langage un relais de la propagande de Tel-Aviv, en contradiction totale avec ce que les lecteurs perçoivent du conflit. « Ce sont des choix lexicaux qui contribuent à atténuer les violences, conclut Pauline Perrenot. Sans en avoir l'air, ces choix prennent parti en épousant le vocabulaire militaire de l'un des camps

en présence. » Alors qu'un accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël est attendu, cette atténuation de la violence est sérieusement menacée par une possible réouverture de

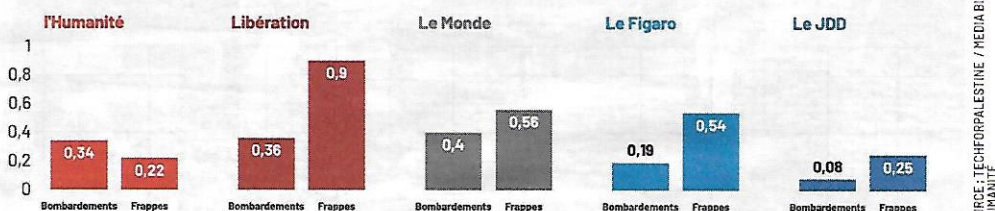
la bande de Gaza. Lorsque les journalistes du monde entier pourront y entrer et observer l'ampleur des destructions, des massacres et des privations, la réalité risque vite de rattraper le langage. ● A. D.

« DOMMAGES COLLATÉRAUX », UNE EUPHÉMISATION OMNIPRÉSENTE DANS LA PRESSE.

(1) Nous avons regroupé les termes suivants : frappe, frappes, frappe de précision, frappes de précision, frappe ciblée, frappes ciblées.

La presse française utilise en majorité le terme de frappes

Nombre total d'occurrences rapporté à la taille du corpus en nombre d'articles publiés, pour chaque journal.



La catégorie « Bombardements » regroupe les termes : bombardement, bombardements. La catégorie « frappes » regroupe les termes : frappe, frappes, frappes de précision, frappe ciblée, frappes ciblées.

À LA UNE

GAZA, LE TROU NOIR MÉDIATIQUE

» chiffre en bas de page. Quand on ne compte plus les séries de portraits des victimes du Hamas, le bilan des victimes palestiniennes est mis en doute. Quand le 7 octobre représente l'horreur absolue car des civils sont tués, les hôpitaux gazaouis remplis de femmes et d'enfants sont bombardés car des membres du Hamas s'y cachent.

LA FABRIQUE DU CONSENTEMENT

Cette partialité s'explique notamment par une focalisation sur les attaques du 7 octobre. Comme si le temps s'était arrêté à ce moment-là, et que rien de ce qui s'est produit par la suite ne pouvait être plus horrible. À l'exception de « l'Humanité », on retrouve les termes « 7 » et « octobre » en tête des collocations (association fréquente de deux éléments dans un discours) du mot « massacre »

dans tous les journaux étudiés. Ce terme de « massacre » est associé au terme « juifs » dans les 10 premières collocations du journal « le Monde », et le plus souvent à celui d'« antisémite » dans « le Figaro » et « le JDD ».

« À de rares exceptions près, le récit du 7 octobre domine dans le discours médiatique », analyse Dominique Vidal. Or, comme le rappelle ce spécialiste du conflit israélo-palestinien, les signes du déchaînement aveugle de la violence israélienne sont visibles dès le 8 octobre 2023. « Nous combattons des animaux humains », déclarait le ministre de la Défense, Yoav Gallant, dans son discours du 9 octobre, promettant

par la même occasion qu'il n'y aurait « pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau » à Gaza.

« On a affaire à un naufrage persistant de la plupart des médias dominants, lesquels auront tout de même amplement participé, par leurs partis pris et leurs silences, à la fabrique du consentement au génocide », conclut Pauline Perrenot. Bombarder les écoles et les hôpitaux, affamer la population, bloquer l'aide humanitaire, torturer les prisonniers ou bien encore utiliser les Palestiniens comme boucliers humains... rien de tout ça n'aura suscité une émotion médiatique comparable à celle du 7 octobre. ●

**COMME SI RIEN NE
POUVAIT ÊTRE PLUS
HORRIBLE QUE CE QUI
S'EST PRODUIT
LE 7 OCTOBRE.**



Les rues bombardées de Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, près de la frontière avec Israël.